

L'impact de la COVID-19 sur l'emploi au Maroc : une régression logistique sur un échantillon de WBES 2020

The impact of COVID-19 on employment in Morocco: a logistic regression on a sample of WBES 2020

Maryem ID MACHICHE, (Doctorante)

*Laboratoire des recherches en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations
(LaREFMO)*

*Faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Agadir
Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc*

Mohamed ADASKOU, (Enseignant-Chercheur)

*Laboratoire des recherches en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations
(LaREFMO)*

*Faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Agadir
Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et sociales BP 8658 Poste Dakhla Agadir Université IBN ZOHR, Agadir Maroc Telephone: 06 27 46 54 37
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ID MACHICHE, M., & ADASKOU, M. (2024). L'impact de la COVID-19 sur l'emploi au Maroc : une régression logistique sur un échantillon de WBES 2020. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(4), 536-553. https://doi.org/10.5281/zenodo.11043285
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: March 21, 2024

Accepted: April 21, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 4 (2024)

L'impact de la COVID-19 sur l'emploi au Maroc : une régression logistique sur un échantillon de WBES 2020

Résumé :

La crise sanitaire de la Covid-19 a eu un impact considérable sur le paysage économique marocain, entraînant la suspension temporaire ou définitive d'activités pour près de la moitié des entreprises. Cet article se concentre spécifiquement sur l'incidence de cette crise sur l'emploi au sein des petites et moyennes entreprises (PME) au Maroc, mettant en avant le rôle crucial de ces entités dans la création d'emploi. L'analyse repose sur les données d'une enquête réalisée par la Banque Mondiale, impliquant un échantillon représentatif de 659 entreprises au Maroc. En utilisant la méthode de la régression logistique, nous évaluons les relations entre différentes variables et leur impact sur l'emploi au sein de ces entreprises. Les résultats de l'étude révèlent l'existence d'une relation significative entre l'augmentation du niveau de production et l'évolution de l'effectif employé. L'ajustement du niveau de production augmente la probabilité de la baisse du nombre des employés.

Mots clés: Banque mondiale, Covid-19, Emploi, PME, Régression logistique.

JEL classification: J0, J21, J23

Paper type: Empirical research

Abstract:

The Covid-19 health crisis has had a considerable impact on the Moroccan economic landscape, leading to the temporary or permanent suspension of activities for almost half of all companies. This article focuses specifically on the impact of this crisis on employment within small and medium-sized enterprises (SMEs) in Morocco, highlighting the crucial role of these entities in job creation. The analysis is based on data from a survey carried out by the World Bank, involving a representative sample of 659 companies in Morocco. Using the logistic regression method, we assess the relationships between different variables and their impact on employment within these companies. The results of the study reveal, in particular, the existence of a significant relationship between an increase in the level of production and changes in the number of employees. Adjusting the production level increases the probability of a decrease in the number of employees in the company.

Keywords: Covid-19, Employment, SMEs, Logistic regression, World Bank

JEL classification : J0, J21, J23

Type de papier : Recherche appliquée

1. Introduction

Le Maroc a officiellement déclaré l'état d'urgence sanitaire le 2 mars 2020 en réponse à la crise du COVID-19. Les entreprises ont dû s'adapter à cette nouvelle réalité pour faire face aux répercussions négatives de cette crise.

Les mesures de confinement, les fermetures d'entreprises et les restrictions de voyage ont entraîné d'importants ralentissements économiques, voire des récessions dans de nombreux pays. Certains secteurs, tels que le tourisme, la restauration, l'événementiel et l'aviation, ont été particulièrement touchés. Les pertes d'emplois et les difficultés économiques ont été ressenties à l'échelle mondiale. Sur le plan social, la pandémie a mis en évidence les inégalités existantes, les vulnérabilités des systèmes de protection sociale et les disparités d'accès aux soins de santé. Les mesures de confinement ont également eu des répercussions psychologiques, sociales et éducatives, affectant la vie quotidienne de millions de personnes.

Avant la crise du Covid-19, le marché du travail au Maroc était confronté à plusieurs défis, notamment le chômage, le sous-emploi et la précarité de l'emploi. Une part significative de l'économie était constituée par le secteur informel, où de nombreux travailleurs occupaient des emplois non déclarés et ne bénéficiaient pas de protection sociale.

Pendant la crise du COVID-19, le Maroc, comme de nombreux autres pays, a pris des mesures strictes pour contenir la propagation du virus. Ces mesures, telles que les confinements, les fermetures d'entreprises et les restrictions de déplacement, ont eu un impact significatif sur l'économie et, par conséquent, sur l'emploi. L'indicateur clé pour évaluer la dynamique de l'emploi demeure le taux d'activité, représentant la proportion de la population active employée ou en quête d'emploi. Au premier trimestre de 2020, avant que la crise ne prenne pleinement son ampleur, ce taux était de 46%, néanmoins, au premier trimestre 2021, il est quasiment retourné à son niveau pré-crise, se situant autour de 45,5%, selon le rapport du HCP publié en 2021.

Cette trajectoire en apparence stable dissimule une évolution significative entre le début et la fin de la période, avec des variations notables d'un trimestre à l'autre. Durant les trois mois de confinement, le taux d'activité n'a chuté que de 1,2 point pour atteindre 44,8%, à l'inverse des anticipations.

Toutefois, les véritables difficultés n'ont commencé qu'au troisième trimestre de l'année 2020, à la levée du confinement, avec un taux d'activité en baisse à 43,5%, représentant une chute de 2,5 points par rapport à la période précédant la Covid. Au quatrième trimestre, le taux d'activité a amorcé une reprise pour atteindre 44%, retrouvant ainsi quasiment son niveau d'avant la crise au premier trimestre 2021 (45,5%). (Enquête de Média 24).

D'après la même enquête du HCP, des disparités notables se révèlent en fonction des tranches d'âge. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans affichaient déjà un taux d'activité extrêmement faible avant la crise (25,8%), signalant que les trois quarts d'entre eux, normalement considérés comme le moteur de l'emploi, n'étaient ni employés ni activement en quête d'emploi.

La crise liée à la Covid n'a fait qu'amplifier cette situation, faisant chuter le taux d'activité de cette tranche d'âge à 24% à la fin de mars 2021, après avoir atteint un niveau très bas au troisième trimestre 2020 (22,3%).

Afin de faire face à cette situation impactant la situation de l'emploi, le Maroc a mis en place des efforts de relance économique pour atténuer les conséquences de la pandémie. Cela inclut des programmes visant à soutenir les entreprises, à créer de nouveaux emplois, et à renforcer les secteurs économiques affectés. Cependant, la reprise de l'emploi peut prendre du temps, surtout dans les secteurs les plus durement touchés. (La banque africaine de développement et l'OIT. 2021).

Dans le présent article, nous aborderons la question qui guidera notre étude, à savoir : *"Quel est l'impact de la crise de la Covid-19 sur la situation de l'emploi formel dans les PME au*

Maroc ?". Pour répondre à cette question, nous avons opté pour l'utilisation des données issues de l'enquête de la Banque Mondiale sur l'impact de la crise sanitaire sur l'emploi dans les entreprises au Maroc, réalisée entre juillet et août 2020. Notre enquête initiale a concerné un large échantillon de 1096 entreprises variées en termes de taille et de secteurs d'activité. Pour affiner notre focus sur les PME, nous avons procédé à une série de sélections rigoureuses. Premièrement, nous avons restreint notre échantillon aux seules PME, en conformité avec le critère d'effectif de 250 personnes maximum. Ensuite, nous avons écarté les réponses incomplètes ou de qualité douteuse, y compris celles provenant d'entreprises en fermeture temporaire qui n'ont pas pu fournir des informations fiables pour la majorité des questions posées.

Cette démarche méthodique nous a permis d'écarter les données susceptibles de biaiser nos résultats, assurant ainsi une meilleure représentativité et fiabilité de notre étude. À l'issue de ce processus de sélection, nous avons abouti à un échantillon final de 659 entreprises, composé uniquement des PME actives et répondant à nos critères de qualité et de représentativité.

Nous nous appuyons dans cette étude sur une variable principale, l'emploi, dérivée des variations du nombre d'employés entre 2019 et 2020, offrant un aperçu qualitatif des tendances de l'emploi. En complément, nous examinons un ensemble de variables explicatives détaillées dans le Tableau 1, lesquelles fournissent un éclairage sur les stratégies et ajustements adoptés par les entreprises en réponse à la crise sanitaire.

Ces variables couvrent divers aspects tels que les changements dans les niveaux de vente, l'ajustement de la production, les modifications des heures de travail, l'adoption du travail à distance, la gestion de la liquidité et des crédits, ainsi que le recours aux aides de l'État.

L'analyse de ces variables vise à mieux comprendre les facteurs influençant les décisions des entreprises concernant l'emploi dans un contexte marqué par une incertitude économique considérable.

Concernant la méthodologie adoptée, notamment l'emploi de la régression logistique comme outil central pour une analyse statistique rigoureuse. Cette méthode nous permet de comprendre les liens potentiels entre notre variable principale, qui catégorise l'évolution de l'emploi en deux modalités distinctes (réduction ou stabilité/croissance de l'effectif), et un ensemble de variables explicatives reflétant les stratégies et adaptations des entreprises face à la crise du Covid-19.

La régression logistique s'avère idéale pour modéliser la probabilité d'une entreprise de maintenir ou d'accroître son effectif en fonction de divers facteurs explicatifs, offrant ainsi des insights précieux sur les dynamiques d'emploi dans un contexte économique perturbé.

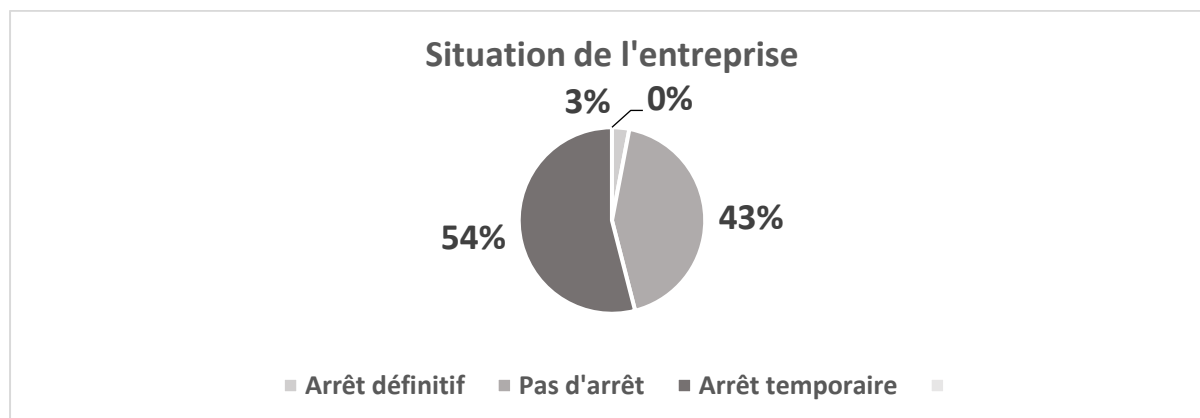
Cet article est structuré en plusieurs sections après l'introduction : la deuxième section aborde la revue de littérature relative à la crise de la Covid-19 et l'emploi dans les PME. La troisième section traite la méthodologie et les variables de la recherche ainsi que les statistiques descriptives des variables. La quatrième section présente les résultats de la régression logistique. Enfin, la dernière section conclut en proposant quelques pistes pour prolonger cette recherche.

2. Revue de littérature : Covid-19 et l'emploi dans les PME

Au début d'avril 2020, et depuis l'éclatement de la crise de covid-19, le Haut-Commissariat au Plan a publié une première note sur l'impact immédiat de la crise du covid-19 sur les entreprises, selon son étude, presque la moitié du tissu économique marocain a arrêté définitivement ou temporairement son activité. Environ 142 000 entreprises, équivalant à 57% de l'ensemble des entreprises, ont signalé la cessation temporaire ou définitive de leurs

activités. Parmi ces entreprises, plus de 135 000 ont interrompu temporairement leurs opérations, tandis que 6 300 ont mis fin de manière permanente à leurs activités. En termes de catégories d'entreprises, les très petites entreprises (TPE) représentent 72%, suivies des petites et moyennes entreprises (PME) avec 26%, et enfin, les grandes entreprises (GE) avec une part de 2% parmi celles ayant arrêté leurs activités temporairement ou de manière définitive.

Figure 1: Situation de l'activité des entreprises



Source : HCP (2020)

D'après l'étude de la Banque Africaine de Développement, deux tiers des très petites et moyennes entreprises (TPME) au sein du Royaume ont subi une diminution de leur chiffre d'affaires de plus de 15% au cours du premier semestre de l'année 2020. Cette situation a entraîné, à la fin de l'année 2020, la perte de 430 000 emplois par rapport à l'année 2019, engendrant également une augmentation du sous-emploi. Les TPME, représentant 73% des emplois, ont été particulièrement touchées. L'étude analyse la situation préalable à la crise, mettant en lumière l'importance du secteur informel qui englobe 81% des TPME et contribue à 60% des emplois du secteur privé. De plus, le document souligne les contraintes structurelles existantes qui ont été accentuées par la pandémie.

L'emploi a connu une crise sans précédent avec la survenance de la crise de Covid-19, (Lambert et al, 2020), aucune crise n'était similaire à celle-ci (World Bank Group, 2020) car les répercussions de cette crise ne sont pas limitées à ces effets sur les mortalités, la croissance économique et la pauvreté, les ménages étaient rongés par le stress, les maladies mentales, les violences domestiques. La propagation du virus a impacté, non seulement la santé des gens, mais également l'activité des entreprises, selon les recherches menées dans ce sens, les PME sont les plus touchées, vu leur petitesse, et leur vulnérabilité déjà ressentie avant la survenance du Covid-19, cet impact, ce manifeste principalement par à une diminution de la production, également la perte de milliers d'emplois (Yasser et Abdelmadjid, 2021).

Habibi et Guati (2021) ont affirmé que les entreprises de divers secteurs ont ressenti l'impact de la crise sanitaire au cours du deuxième trimestre de 2020. Cette période a été caractérisée par une baisse des ventes, une diminution du chiffre d'affaires, une augmentation des impayés, entraînant ainsi une détérioration significative de la performance globale des entreprises (Kangodia. 2023).

Dans le cadre d'évaluation de l'impact de la crise de la covid-19, le haut-commissariat au plan a réalisé plusieurs enquêtes afin de présenter un état des lieux des répercussions de la pandémie sur l'évolution et la continuité des activités des PME, le point commun entre ces travaux est l'accent mis sur deux principaux indicateurs, le niveau d'activité et l'emploi. Selon le HCP (2021), lors de la période du confinement, près de 83,4% de l'ensemble des entreprises organisées ont déclaré avoir arrêté leurs activités. L'étude a montré que cette proportion atteint près de 86% chez les très petites entreprises (TPE) et 79% chez les petites et

moyennes entreprises (PME), est 57% chez les grandes entreprises (GE), tandis que les trois quarts des entreprises exportatrices ont arrêté de manière partielle ou totale leurs activités suite aux suspensions des liaisons aériennes et maritimes imposées par les autorités publiques depuis le 13 mars 2020.

Les principales conclusions issues des enquêtes du HCP ont validé la détérioration de près de 72 600 emplois entre avril et juillet 2020, soit une baisse de 20% de la main-d'œuvre au sein des entreprises organisées. Les TPME ont enregistré une réduction d'effectif de 43%, (21% pour les TPE et 22% pour les PME), tandis que cette proportion n'a pas dépassé les 19% pour les grandes entreprises. L'enquête a également révélé que parmi l'ensemble des réductions d'effectifs observées, soit 57%, concernent les employés des TPME, c'est-à-dire la somme des employés des TPE et des PME.

L'impact de la covid-19 sur les PME a été clairement senti par l'importance des entreprises qu'ont dû suspendre leurs activités de manière définitive, estimé à 141300 entreprises et dont les TPME représentent 98%, selon la même période de 2020.

Une autre enquête a été menée également par le HCP, suivant l'évolution de cet impact durant l'année 2021, a montré que quatre entreprises sur cinq ont subi une baisse d'activité en 2021 par rapport à la période pré-pandémie, et que deux entreprises sur cinq ont réduit leurs effectifs, 39% des entreprises ont connu une baisse de leurs effectifs employés par rapport à la période précédant la pandémie, 5% ont rapporté une augmentation et 56% ont maintenu leurs effectifs durant cette période. Par catégorie, 24% des GE ont déclaré une réduction de leurs effectifs contre 34% des PME et 43% des TPE (HCP. 2022).

La banque mondiale (2020), de son tour rejoint le Haut-commissariat au plan, en confirmant que le Royaume subit sa première récession depuis 1948. les effets cumulés de l'impact national et mondial de la pandémie ont considérablement détérioré les performances, la trésorerie et la solvabilité des entreprises. Il est important de souligner que même celles qui ont survécu à la vague de fermetures ne sont pas à l'abri des difficultés du marché, et l'incertitude ambiante exerce une pression particulièrement néfaste sur les investissements (BM, 2020).

La Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), dans un document d'orientation politique publié en 2021 et intitulé "Impact de la crise du COVID-19 sur l'emploi et les TPME au Maroc", confirment que les TPME sont les structures les plus durement touchées par la crise. Étant donné que ces organisations représentent près de 73 % des emplois, l'impact semble particulièrement significatif. L'enquête a mis en évidence le besoin d'accompagnement exprimé par plus de 77% des entreprises.

Parmi les principales recommandations, le document a suggéré de donner une nouvelle impulsion à l'entrepreneuriat des jeunes et au développement des très petites et moyennes entreprises (TPME), dans le but de renforcer la résilience aux chocs, de faciliter l'accès aux mesures de soutien, et surtout de contribuer à la création d'emplois de qualité dans le pays.

La compréhension approfondie de notre recherche repose sur l'examen critique de plusieurs études académiques pertinentes. Parmi celles-ci, l'étude menée par Bouanani et Ladraa (2020) a exploré la relance économique pendant l'état de crise du Covid-19 au Maroc, en adaptant une étude exploratoire visant 5 entreprises industrielles qui faisant partie des 43% entreprises qui sont restées en activité pendant la période de crise. Le guide d'entretien semi-directive utilisé était composé de 8 questions, réparties sur deux thèmes, à savoir l'impact de la crise sur l'économie marocaine et sur l'entreprise, et les mesures entreprises par l'État marocain pendant la crise.

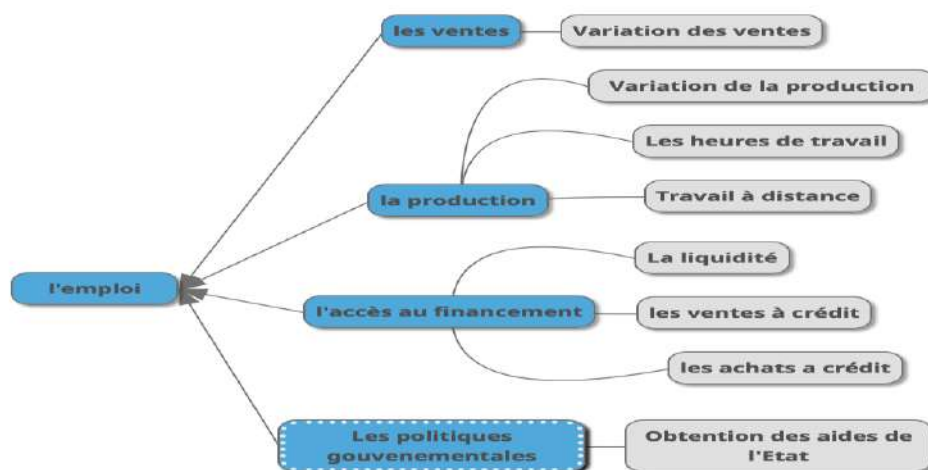
Tous les interviewés décrivent la situation comme une crise économique, avec une baisse du chiffre d'affaires et de l'activité de 20% à 50%, même si la continuité de leur activité pendant la période de crise. Ils ont souligné également que l'impact de la pandémie varie selon le type

d'activité, avec un constat d'un effet de dématérialisation et de digitalisation accélérée des processus. En ce qui concerne les mesures entreprises pas l'État, les entreprises interviewés n'aient pas bénéficié des mesures gouvernementales en raison de la stabilité de leur chiffre d'affaires, elles soulignent la nécessité de renforcer le soutien aux TPE et PME. Les interviewés appellent à une réduction des charges fiscales et mettent en avant la digitalisation, l'e-learning et la communication à distance comme axes de développement post-crise. Toutefois, ils restent prudents face à l'incertitude persistante dans le secteur industriel.

De même, l'étude de Boukaira et Daamouch (2021) a abordé l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les TPE au Maroc, ainsi que l'efficacité des mesures prises par l'État marocain pour contrer le déclin de ces TPE, pour cela les auteurs ont adopté également une étude exploratoire basée sur une approche quantitative à travers un questionnaire, visant 300 TPE, l'étude conclue que les mesures prises pour la lutte contre le Covid-19 au Maroc semblent insuffisante face à la persistance de la crise, particulièrement préoccupante pour les TPE. Pour éviter une défaillance massive de ces TPE et préserver les moyens de subsistance de nombreuses familles, des interventions financières et un accompagnement spécifique, notamment en matière de coaching et d'orientation, sont nécessaires pour favoriser leur relance et leur réinsertion dans un contexte économique difficile. Selon la même étude, l'implication de l'État et l'adoption de mesures adaptées peuvent jouer un rôle crucial dans la survie de ces TPE.

Une autre étude nous semble importante a mentionnée, menée par Bouhrara et Jamal (2023), traitant l'évolution de l'impact socio-économique de la crise sanitaire sur la croissance des PME des zones industrielles, les auteurs ont adopté une approche quantitative à travers un questionnaire, sur un échantillon de 50 PME de la province de Nouaceur, retenu de façon aléatoire, les résultats de l'enquête montrent que bien que les performances aient été satisfaisantes en janvier et février, l'introduction des mesures préventives en mars 2020 a provoqué des perturbations. La majorité des PME ont adopté le télétravail (68%), tandis que 22% ont complètement arrêté leurs activités. La digitalisation est considérée comme cruciale pour la survie des PME pendant la crise, atténuant la baisse moyenne de moins de 20% du chiffre d'affaires de janvier à septembre 2020 par rapport à la même période en 2019. L'impact s'étend également au recrutement et au développement du capital humain.

Figure 2: le cadre conceptuel



Source : élaboré par nous même

L'existence d'une relation entre la survenance de la crise du Covid-19 et l'emploi dans l'entreprise pourrait se refléter à travers les hypothèses suivantes :

H1 : la variation des ventes a un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises.

H2 : la production a un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises.

H3 : l'accès au financement a un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises.

H4 : les politiques publiques ont un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises.

La figure ci-dessus dévoile le cadre conceptuel de la présente étude. Elle met en lumière la corrélation entre les quatre variables explicatives et leurs correspondantes variables de mesure.

3. Méthodologie et variables de la recherche

La problématique centrale abordée est la suivante : « Quel est l'ampleur de l'impact de la crise de la Covid-19 sur la situation de l'emploi au sein des PME au Maroc ? ». Notre objectif est de mettre en évidence l'influence de cette crise sanitaire sur l'évolution de l'effectif employé au sein des entreprises marocaines, tout en déterminant comment se caractérise l'impact de la crise sur l'activité de l'entreprise et l'influence de cette nouvelle situation sur le maintien ou la suppression des emplois.

3.1. Source des données et échantillon

En juillet 2020, la banque mondiale a mené une enquête approfondie pour évaluer l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les entreprises au Maroc. Cette enquête ciblait les secteurs clés tels que le commerce, l'industrie et les services. L'enquête visait l'analyse de plusieurs aspects cruciaux pour ces entreprises, notamment les ventes, la production, l'emploi, le financement, les politiques publiques et le niveau d'expectation de ces entreprises.

Dans le cadre de cette enquête, une attention particulière a été accordée aux entreprises contraintes de fermer leurs portes, constituant ainsi un sixième axe d'étude. Au total, 1096 entreprises ont été interrogées à travers un questionnaire détaillé, réparties selon leurs activités comme indiqué dans le tableau 1 ci-dessous

Tableau 1 :Catégories des entreprises investiguées.

Catégorie	Nombre	Répartition (en %)
Industrie	357	32,6
Services	362	33,0
Commerce	154	14,1
Sysmiss	223	20,6
Total	1096	100,0

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

Les entreprises des secteurs industriels et des services semblent être les plus représentées parmi les entreprises enquêtées, avec des pourcentages proches l'un de l'autre (respectivement 32,6% et 33,0%). Le secteur du commerce est également représenté, bien que dans une moindre mesure que les deux premiers secteurs. La catégorie "Sysmiss" (20,6% des entreprises) indique des données manquantes ou des réponses non valides, ce qui nécessiterait une analyse plus approfondie pour interpréter correctement ces données. Cette répartition offre une perspective sur la diversité des secteurs étudiés dans le contexte de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les entreprises.

Étant donné que notre étude est centrée sur les petites et moyennes entreprises (PME), il est essentiel de segmenter les données en fonction du nombre d'employés. Dans notre base de données, cette information est disponible, lorsqu'elles répondent à la question D.0a : « Quel est le nombre d'employés permanents et de ceux recrutés à temps plein ? ».

Pour exploiter au mieux cette information, nous ferons référence à la définition des PME

adoptée au Maroc, où toute entreprise ayant un effectif inférieur à 250 personnes est considérée comme une PME selon la commission mixte¹ en 2004.

Une sélection a été faite, afin de ne retenir que les PME, ensuite, nous avons éliminé les non-réponses et les réponses étant imposées par la mauvaise représentativité et la qualité incertaine des données (y compris les entreprises en situation de fermeture temporaire lors de la réalisation de l'enquête, car elles n'ont pas répondu à la majorité des questions).

Finalement, seules ont été conservées les entreprises ayant l'effectif inférieur ou égal à 250 personnes. À l'issue de cette sélection, nous aboutissons à un échantillon de 659 entreprises réparties comme suit :

Tableau 2 : Résumé des étapes de la sélection de l'échantillon

Critères de choix	Nombre initial	Nombre éliminé	Nombre restant
Effectif initial (Données manquantes)	1096	316	780
Définition PME (Effectif moyen < 250)	780	60	720
Fermeture temporaire (Non réponses)	720	61	659
Total de l'échantillon			659

Source : Enquête WBES, composé par nos soins

3.2. Modèle de recherche

- **La variable à expliquer**

La variable emploi est une variable qualitative qui se divise en deux modalités distinctes : la première modalité reflète une diminution du nombre d'employés, tandis que la seconde englobe les situations où le nombre d'employés a augmenté ou est demeuré constant. Cette variable a été créée en se basant sur deux autres variables, à savoir le nombre d'employés en 2019 et en 2020.

- **Les variables explicatives**

Le tableau 3 ci-dessous présente les variables explicatives de notre étude, qui analysent les divers aspects des entreprises en réponse à la pandémie de Covid-19.

Tableau 3 : les variables explicatives et leurs significations

Code	Les variables explicatives	Signification
COVb2a	Niveau des ventes,	le pourcentage de changement des ventes par rapport à la période équivalente de 2019.
COVc3	L'ajustement de la production	Mesure l'adaptation de la production en réponse aux impacts de la pandémie.
COVc2a	Les heures de travail	Mesure la quantité d'heures de travail effectuées par les employés.
COVc4c	Travail à distance	Évalue la fréquence du travail à distance comme une réponse à la pandémie.
COVe1a	La liquidité/ Cash Flux	Mesure la disponibilité de liquidités ou de flux de trésorerie dans l'entreprise.
COVe1b	Les ventes à crédit	Évalue la proportion des ventes effectuées à crédit plutôt qu'en paiement immédiat.
COVe1c	Achat à crédit	Indique la proportion d'achats effectués à crédit plutôt qu'avec un paiement immédiat.
COVf1	Les aides de l'État	Évalue les mesures d'aide ou de soutien financier fournies par l'État en réponse à la pandémie.

Source : élaboré par nous même

¹ La commission mixte composée de représentants de Bank Al-Maghrib et du GPBM (Groupement Professionnel des Banques Marocaines), chargée de concevoir de nouveaux systèmes de notation bancaire dans le cadre de l'alignement des banques marocaines sur les normes européennes de "Bâle II"

• **Le modèle de la régression logistique :**

La première étape dans notre analyse consiste tout d'abord à évaluer le modèle compte tenu de toutes les variables, puis éliminer les variables qui ne contribuent pas de manière significative à la prédiction. Car l'objectif derrière l'adoption de la régression logistique est de ne garder dans le modèle que les variables qui permettent de prédire de manière plus efficace ce qu'on cherche à expliquer.

Le modèle de régression est une fonction comme suit :

$$Y = f(X)$$

Y : le rapport entre la probabilité de l'évolution des effectifs dans l'entreprise et son augmentation ou sa stabilité.

X : les variables explicatives : Ventes, Production, Heures de Travail, Travail à distance, Liquidité, Vente à crédit, Achat à crédit, Aide de l'État.

Donc nos modèles économétriques partiels sont présentés comme suit :

Tableau 4 : Les modèles économétriques

Modèle 1	$Y1 = a0' + a1Qv,$	Qv : la variation des ventes
Modèle 2	$Y2 = a0'' + a2Qp + a3HT + a4TD$	Qp : Variation de production, HT : Heures de travail, TD : Travail à distance
Modèle 3	$Y3 = a0''' + a5LQ + a6VC + a7AC$	LQ : liquidité VC : ventes à crédit AC : achat à crédit
Modèle 4	$Y4 = a0'''' + a8AE$	AE : Aides de l'État

Source Auteurs

Le modèle global est alors comme suit :

$$Y = a0' + a1Qv + a0'' + a2Qp + a3HT + a4TD + a0''' + a5LQ + a6VC + a7AC + a0'''' + a8AE$$

Autrement dit :

$$Y = A0 + a1Qv + a2Qp + a3HT + a4TD + a5LQ + a6VC + a7AC + a8AE$$

La variable à expliquer, Covdelta0a, prend deux modalités 1 et 0 :

Stable/Hausse : 0

Diminution : 1

On modélisera donc la probabilité d'appartenir à la catégorie des entreprises qui ont vu leur nombre d'employés diminué.

4. Résultats et discussion

4.1. Statistiques descriptives

4.1.1. Statistiques descriptives de l'échantillon

Le tableau 5 ci-dessous présente la répartition de l'échantillon en fonction de la taille des entreprises, soulignant les différentes catégories, à savoir les microentreprises, les petites entreprises et les moyennes entreprises.

Tableau 5: Répartition par taille selon le type des entreprises

Taille	Fréquence	%
Micro- entreprises (-10)	155	23,5%
Petites entreprises (10-49)	315	47,8%
Moyennes entreprises (50-249)	189	28,7%
Total	659	100%

Source : enquête WBES, composée par nos soins

Dans ce tableau, il est manifeste que les microentreprises affichent la plus faible résilience face aux retombées de la COVID-19, représentant seulement 23,5% de l'échantillon. Ces résultats concordent avec les conclusions du HCP (2020), (nous n'avons retenu dans notre échantillon que les entreprises n'ayant pas cessé leurs activités), indiquant qu'environ 86% des microentreprises ont mis fin à leurs activités.

Les petites entreprises se positionnent comme la catégorie la plus prédominante dans notre échantillon, totalisant 47,8%. Cette constatation trouve un écho dans les données du HCP (2020), soulignant que 79% des PME ont suspendu leurs activités pendant la période du confinement. Malgré les défis rencontrés, la forte représentation des petites entreprises dans notre échantillon suggère une certaine capacité à maintenir une activité minimale en dépit de la crise.

Bien que le rapport du HCP (2020) n'explicite pas la part exacte des moyennes entreprises, leur présence dans l'échantillon laisse entrevoir une résilience relative par rapport aux microentreprises. Pour cela, il est primordial de signaler que la répartition par taille de l'échantillon retenue répond à la définition des PME, déjà présentée ci-dessus, qui stipule que les PME sont celle ayant un effectif inférieur à 250. La répartition de notre échantillon par taille selon le type des PME n'est pas proportionnelle aux chiffres publiés au niveau national par HCP (HCP, 2019). D'après le tableau 5, notre panel présente une structure déséquilibrée, 23,5%, 47,8% et 28,7% pour les micros, petites et moyennes entreprises respectivement.

Le tableau 6 concernant la répartition sectorielle des PME met en évidence la diversité des activités économiques au sein de notre échantillon. Les PME opérant dans l'industrie représentent une part significative de 39,6%, suggérant une concentration notable d'entreprises axées sur la production et la fabrication. Cette prédominance reflète l'importance économique de l'industrie au sein de notre échantillon. Les services émergent comme la catégorie la plus prédominante, totalisant 41,6% de l'échantillon. Bien que moins représentatif, le secteur du commerce constitue tout de même 18,8% de l'échantillon, soulignant l'importance des activités commerciales.

Tableau 6 : Répartition sectorielle de l'échantillon

Catégorie	Nombre	Répartition (en %)
Industrie	261	39,6
Services	274	41,6
Commerce	124	18,8
Total	659	100,0

Source : enquête WBES, composée par nos soins

La diversité sectorielle mise en avant par ce tableau suggère que les PME étudiées englobent un éventail étendu de secteurs.

4.4.2. Statistiques descriptives des variables explicatives

➤ Activités des entreprises

L'analyse de l'évolution du nombre d'employés selon le secteur d'activité est présentée dans le tableau 7 ci-dessous. 13,8% des entreprises industrielles ont déclaré la baisse du nombre d'employés par rapport à l'année 2019, alors que 86,6% de ces entreprises maintiennent ou augmentent leur effectif.

Les services présentent une contraction remarquable de 17,9%, mais la grande majorité (82,1%) reste stable ou en croissance. Dans le commerce, un nombre plus important des entreprises (18,7%), déclare la baisse de leurs effectifs, laissant 81,3% des entreprises avec un effectif stable ou en augmentation, toujours par rapport à l'année de référence.

Ces données soulignent les variations sectorielles dans la réaction des entreprises aux évolutions économiques, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de chaque secteur lors de l'analyse de la dynamique de l'emploi.

Tableau 7 : Analyse croisée de l'évolution de nombre des employés et l'activité de l'entreprise (en %).

		Évolution de nombre des employés		
		Baisse	Stable ou hausse	Total
Activité de l'entreprise	Industrie	13,8	86,6	100,0
	Services	17,9	82,1	100,0
	Commerce	18,7	81,3	100,0
Total		16,4	83,6	100,0

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

Cette analyse confirme les conclusions d'une enquête antérieure menée sur la même période par le HCP (2020), qui indique que les pertes d'emplois ont touché à la fois les zones rurales (295 000 emplois perdus) et urbaines (137 000 emplois perdus), ainsi que tous les secteurs d'activité économique. Le secteur des services a enregistré une perte de 107 000 postes, tandis que l'agriculture, la foresterie et la pêche ont perdu 273 000 emplois, et le secteur de l'industrie, y compris l'artisanat, a subi une baisse de 37 000 emplois.

➤ Niveau des ventes

En période de baisse des ventes, 18,5% des entreprises interviewées ont déclaré qu'une diminution des effectifs a été observée, tandis que la majorité des entreprises (81,5%) maintiennent ou augmentent leur effectif. À l'inverse, en période de hausse des ventes, la baisse n'est observée que chez seulement 3,3% d'entreprises, en revanche, 96,7% des entreprises maintenant ou augmentant leur personnel. Pour les périodes où les ventes demeurent stables, la baisse est de 6,5%, laissant 93,5% des entreprises avec un effectif stable ou en augmentation.

Ces données montrent qu'un pourcentage plus élevé des entreprises ayant baissé leurs ventes ont enregistré une baisse du nombre d'employés entre 2019 et 2020 par rapport aux entreprises qui ont maintenu ou vu augmenté leurs ventes.

Tableau 8 : Analyse croisée l'évolution de nombre des employés et le niveau des ventes (en %).

		Évolution de nombre des employés		
		Baisse	Stable ou hausse	Total
Niveau des ventes	Baisse	18,5	81,5	100,0
	hausse	3,3	96,7	100,0
	Stable	6,5	93,5	100,0
Total		16,4	83,6	100,0

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

➤ Niveau de production, Heures de travail et travail à distance

Lorsque le niveau de production demeure constant, 23,3% des entreprises interviewées enregistrent une diminution de leurs effectifs, cependant, 76,8% des entreprises réussissent à maintenir ou augmenter leur effectif. En revanche, en cas d'ajustement du niveau de production, la baisse est moins marquée, touchant que 6,4% des entreprises, tandis que 93,6% de ces dernières maintiennent ou augmentent leur personnel. Malgré une baisse moyenne chez 16,4% des entreprises, la plupart d'entre elles (83,6%) préservent ou renforcent leur nombre d'employés. Nous constatons qu'un pourcentage important des entreprises ayant baissé leur personnel sont celui qui n'a pas ajusté leurs niveaux de production.

En ce qui concerne les heures de travail, 21,8% des entreprises ayant réduit les heures de travail ont enregistré une diminution d'effectif, bien que 78,2% d'entre elles maintiennent ou augmentent leur personnel. En revanche, lors d'une augmentation des heures de travail, 100%

des entreprises ont réussi à maintenir ou augmenter leur personnel. De plus, nous observons que lorsque les entreprises maintiennent leurs heures de travail stables, la diminution de l'effectif n'est déclarée que chez 12,4% d'entreprises. Cette analyse met en lumière l'impact de l'ajustement des heures de travail sur l'évolution des effectifs dans les entreprises.

En ce qui concerne l'analyse du recours au travail à distance, les résultats indiquent qu'en l'absence de cette pratique, une baisse est constatée chez 17,6% des entreprises, mais 82,4% des entreprises maintiennent ou augmentent leur effectif. En revanche, lorsque le travail à distance est adopté, la baisse est moins significative, atteignant 11,9%, et 88,1% des entreprises maintiennent ou accroissent leur personnel.

Tableau 9 : Analyse croisée l'évolution de nombre des employés (en %).

		évolution de nombre des employés		
		Baisse	Stable ou hausse	Total
Niveau de production	No	23,2	76,8	100
	Yes	6,4	93,6	100
Total		16,4	83,6	100
Les heures de travail	Baisse	21,8	78,2	100
	hausse	0	100	100
	Stable	12,6	87,4	100
Total		16,4	83,6	100
Le travail à distance	Non	17,6	82,4	100
	Oui	11,9	88,1	100
Total		16,4	83,6	100

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

Selon le HCP (2020), Le nombre d'heures travaillées par semaine a diminué de 20%, passant de 494 millions d'heures à 394 millions d'heures, ce qui équivaut à une perte de 2,1 millions d'emplois à temps plein. Ces chiffres corroborent les conclusions de l'enquête menée par le HCP, dont le rapport publié en 2020 souligne une détérioration significative du marché du travail, attribuée à l'impact combiné de la pandémie de COVID-19 et de la campagne agricole sèche. Cette détérioration se traduit par une destruction d'emplois, une réduction du volume horaire de travail, ainsi qu'une augmentation du chômage, du sous-emploi et de l'inactivité.

La liquidité-flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les variations du nombre d'employés dans les entreprises en fonction des trois variables : la liquidité, les ventes à crédit et les achats à crédit. Les pourcentages indiquent la répartition des entreprises déclarant une baisse, une stabilité ou une hausse du nombre d'employés.

- **Impact de la Liquidité :**

Lorsque la liquidité baisse, 18,4% des entreprises signalent une baisse d'effectif, tandis que 81,6% maintiennent ou augmentent leur personnel. En cas d'augmentation de la liquidité, seuls 5,3% des entreprises connaissent une baisse d'effectif, et 94,7% maintiennent ou augmentent leur personnel. Lorsque la liquidité reste stable, 13% des entreprises déclarent une baisse d'effectif, et 87% maintiennent ou augmentent leur personnel. De manière générale, 16,4% des entreprises connaissent une baisse d'effectif, tandis que 83,6% maintiennent ou augmentent leur personnel.

- **Impact des Ventes à Crédit :**

En cas de baisse des ventes à crédit, 18,5% des entreprises signalent une baisse d'effectif, tandis que 81,5% maintiennent ou augmentent leur personnel. En cas d'augmentation des ventes à crédit, 11,1% des entreprises déclarent une baisse d'effectif, et 88,9% maintiennent

ou augmentent leur personnel. Quand les ventes à crédit restent stables, 14,6% des entreprises déclarent une baisse d'effectif, et 85,4% maintiennent ou augmentent leur personnel. Globalement, 16,4% des entreprises connaissent une baisse d'effectif, tandis que 83,6% maintiennent ou augmentent leurs effectifs

- **Impact des Achats à Crédit :**

En cas de baisse des achats à crédit, 18,7% des entreprises signalent une baisse d'effectif, alors que 81,3% maintiennent ou augmentent leur personnel. Lorsqu'il s'agit d'augmentation des achats à crédit, 24,7% des entreprises connaissent une baisse d'effectif, et 75,3% maintiennent ou augmentent leur personnel. Lorsque les achats à crédit restent stables, 12,7% des entreprises déclarent une baisse d'effectif, et 87,3% maintiennent ou augmentent leur personnel.

Les variations d'effectif semblent être influencées différemment par la liquidité, les ventes à crédit et les achats à crédit. Dans l'ensemble, la majorité des entreprises parviennent à maintenir ou à augmenter leur personnel malgré les fluctuations dans ces variables.

Tableau 10 : Analyse croisée l'évolution de nombre des employés (en %).

		évolution de nombre des employés		
		Baisse	Stable ou hausse	Total
La liquidité	Baisse	18,4	81,6	100
	hausse	5,3	94,7	100
	Stable	13	87	100
Total		16,4	83,6	100
les ventes à crédit	Baisse	18,5	81,5	100
	hausse	11,1	88,9	100
	Stable	14,6	85,4	100
Total		16,4	83,6	100
Achat à crédits	Baisse	18,7	81,3	100
	hausse	24,7	75,3	100
	Stable	12,7	87,3	100
Total		16,4	83,6	100

Source : Enquête WBES, composé par nos soins

➤ **Les aides de l'État**

L'analyse des entreprises qui ont fait recours aux aides de l'État afin de soutenir ces activités semble importante. En l'absence d'aides de l'État, on observe que 16,4%, des entreprises ont déclaré la [diminution](#) des effectifs, cependant, la plupart de ces entreprises (83,6%) maintiennent ou augmentent leur nombre d'employés.

Pour celles qui n'ont pas encore bénéficié d'aides, mais prévoient de le faire dans les prochains 3 mois, la baisse est de 13,0%, avec 87,0% des entreprises maintenant ou augmentant leur personnel. À l'inverse, lorsque les entreprises ont déjà reçu des aides de l'État, la baisse est de 17,6%, tout en maintenant 82,4% des entreprises avec un effectif stable ou en augmentation.

Tableau 11 : Analyse croisée l'évolution de nombre des employés et les aides de l'État (en %).

		évolution de nombre des employés		
		Baisse	Stable ou hausse	Total
Les aides de l'État	No	16,4	83,6	100,0
	No, mais prévu dans les prochains 3 mois	13,0	87,0	100,0
	Yes	17,6	82,4	100,0
Total		16,4	83,6	100,0

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

Ces conclusions semblent alignées avec les déclarations du ministère de la Finance² qui a déclaré « que depuis le lancement de divers programmes de financement en février 2020 et jusqu'à fin septembre 2021, plus de 24 mille entreprises ont été financées avec un volume dépassant 5,8 MMDH à même de permettre la création de plus de 67.000 emplois ».

4.2 Résultats de la régression

• Signe du coefficient :

Le signe du coefficient indique la direction de la relation, dans notre cas, le coefficient associé à une augmentation de production est négatif (-1.4384082), ce qui suggère qu'il y a une relation négative entre l'augmentation de la production et la probabilité que l'entreprise baisse son effectif.

• Magnitude du coefficient :

La magnitude du coefficient dans un modèle de régression logistique est une mesure de l'impact d'une variable indépendante sur la probabilité d'occurrence de l'événement étudié. En général, plus le coefficient est éloigné de zéro, plus l'effet de la variable est fort. Dans notre cas, le coefficient de -1.4384082 pour la variable production suggère un effet significatif.

Tableau 12: Résultats de la régression logistique

		Estimate	Std. Error	z value	Pr(> z)
Constante		-1,222	0,257	-4,754	0.0000020
Ventes	Increase	-0,980	1,204	-0,814	0,416
	Remain the same	-0,697	0,551	-1,265	0,206
	Decrease	Réf	Réf	Réf	Réf
Variation de la production	Oui	-1,438	0,304	-4,727	0,0000023(***)
	Non	Réf	Réf	Réf	Réf
Heure de Travail	Increase	-12,419	574,551	-0,022	0,983
	Remain the same	-0,432	0,232	-1,863	0,063 (.)
	Decrease	Réf	Réf	Réf	Réf
Travail à distance	Oui	0,115	0,323	0,355	0,722
	Non	Réf	Réf	Réf	Réf
Liquidité	Increase	-1,349	0,845	-1,595	0,111
	Remain the same	-0,014	0,339	-0,040	0,968
	Decrease	Réf	Réf	Réf	Réf
Ventes à crédit	Increase	0,369	0,784	0,470	0,638
	Remain the same	0,268	0,267	1,003	0,316
	Decrease	Réf	Réf	Réf	Réf
Achats à crédit	Increase	0,518	0,345	1,501	0,133
	Remain the same	0,017	0,282	0,061	0,951
	Decrease	Réf	Réf	Réf	Réf
Aide de l'État	No, but expect to receive them in the next 3 months	-0,257	0,444	-0,578	0,563
	Yes	-0,203	0,266	-0,763	0,445

Avec: (***) : Significatif à un niveau très élevé (0.001), (.) : Significatif à un niveau légèrement élevé (0.1), (espace) : Non significatif (p-value > 0.1).

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

Pour interpréter spécifiquement ce coefficient, nous utilisons l'exponentielle pour obtenir le ratio des Odds associé à une unité d'augmentation dans la variable production. En termes

² Déclaration de la Ministre des finances, Madame Nadia Fattah Alaoui devant la chambre des représentants. (Déclaration complété sur le site du ministère) : <https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/detail-actualite.aspx?fiche=5721>

simples, une augmentation d'une unité dans la production est associée à une diminution d'environ 76.28% des Odds d'appartenir à la catégorie 1 de la variable dépendante. En d'autres termes, cette augmentation de production est liée à une réduction substantielle de la probabilité de la baisse des effectifs dans les entreprises suite à la survenance du Covid-19.

Ainsi, la valeur de 1.8852 représente l'ampleur de cet effet sur l'échelle des log-odds, et une valeur plus élevée indique un impact plus fort de la variable production sur la probabilité de l'événement. La variable significative pour expliquer la variable dépendante dans ce modèle semble être la variable production, tandis que les autres variables n'atteignent pas un seuil de signification de 0.05.

• Vérification des hypothèses

Comme indique le tableau ci-dessus, seule l'hypothèse 2 « la variation de la production à un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises » est validée, cet impact est négatif, autrement dit l'ajustement du niveau de production augmente la probabilité de la baisse des nombre des employés dans l'entreprise. (le t-value est égale à 0.0000023, il est inférieur au seuil de signification de 5%). Alors H2 est confirmée.

Tableau 13: Récapitulatif des résultats des hypothèses

Hypotheses	Signif.
H1 : la variation des ventes à un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises	Rejetée
H2 : la production à un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises.	Acceptée
H3 : l'accès au financement à un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises.	Rejetée
H4 : les politiques publiques ont un impact significatif sur l'emploi dans les entreprises	Rejetée

Source : Enquête WBES, composée par nos soins

4.3. Discussion des résultats

Les résultats de cette analyse mettent en lumière plusieurs points importants concernant l'impact de différentes variables sur l'emploi au sein des entreprises, particulièrement en période de crise telle que celle induite par la pandémie de Covid-19.

Premièrement, l'analyse des coefficients de la régression logistique révèle que seule la variation de la production présente un impact significatif sur l'emploi, confirmant ainsi l'hypothèse H2. Plus spécifiquement, l'augmentation de la production est associée à une réduction substantielle de la probabilité de baisse des effectifs au sein des entreprises. Cela suggère que les entreprises qui ont réussi à ajuster leur niveau de production ont pu mieux préserver leurs effectifs pendant la crise, ce qui souligne l'importance de la flexibilité opérationnelle dans la gestion de l'emploi en période de turbulences économiques.

Deuxièmement, les autres variables examinées dans l'analyse, telles que les ventes, l'accès au financement et les politiques publiques, ne présentent pas un impact significatif sur l'emploi, ce qui conduit au rejet des hypothèses H1, H3 et H4. Cela suggère que, bien que ces facteurs puissent jouer un rôle dans la dynamique économique globale, ils n'ont pas eu un effet discernable sur la préservation des emplois au sein des entreprises incluses dans l'étude.

5. Conclusion

La crise sanitaire de Covid-19 a eu un impact significatif sur le tissu économique marocain, provoquant ainsi l'arrêt temporaire et parfois définitif d'activité pour près de la moitié des entreprises. Dans cet article nous avons essayé de mettre l'accent sur l'impact de la crise sur l'emploi au sein des PME au Maroc, qui a révélé des réalités préoccupantes, telles que la perte d'emploi, la diminution du chiffre d'affaires et une détérioration globale des

performances économiques. Ces effets ont été confirmés par divers rapports et études du Haut-Commissariat au Plan, de la Banque mondiale et les travaux d'autres chercheurs.

Le présent article repose sur l'analyse des données recueillies auprès des PME au Maroc dans le cadre d'une enquête de la Banque mondiale menée en juillet 2020, mettant en évidence des tendances significatives liées à l'impact de la pandémie.

Le modèle de régression logistique a confirmé que l'ajustement du niveau de production influence de manière significative l'emploi, en montrant une relation négative entre l'augmentation de la production et la probabilité de diminution des effectifs. Ces résultats, bien qu'instructifs, présentent certaines limites. La période d'enquête en juillet 2020 pourrait ne pas refléter l'évolution ultérieure de la situation économique et sociale, ce qui introduit une limite temporelle. De plus, la concentration sur les secteurs clés et la catégorie des PME restreint la généralisation des conclusions à l'ensemble de l'économie. En outre, bien que les variables étudiées offrent une perspective spécifique, l'exclusion d'autres facteurs économiques et sociaux importants constitue également une limitation.

Malgré ces limites, cette étude jette les bases de perspectives futures prometteuses. Un suivi dans le temps, une diversification de l'échantillon et l'intégration de nouvelles variables pourraient renforcer la validité et la pertinence des conclusions. En résumé, tout en mettant en lumière les défis actuels, cette étude ouvre la voie à une compréhension plus approfondie et à des initiatives éclairées visant à soutenir la reprise économique au Maroc.

Références

- (1). Ayyagari, M., A. Demircuc-Kunt and V. Maksimovic. (2007). Small and Medium Enterprises Across the Globe. *Small Business Economics*, Vol 4, n° 29, 415–434.
- (2). Banque mondiale (2020), S'adapter aux effets de la pandémie de COVID-19: Axes d'action pour renforcer durablement la résilience du secteur privé marocain. *Rapport de la banque mondiale*.
- (3). Bernhard. K Ondřej, D., Monika M., Julia W. (2018). Scarred' young entrepreneurs. Exploring young adults' transition from former unemployment to self-employment. *Journal of Youth Studies*. Vol 21. n° 9. 1159-1181.
- (4). Boin, A., et McConnell, A. (2007). Preparing for critical infrastructure breakdowns: The limits of crisis management and the need for resilience. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, Vol 1, n° 15, 50–59.
- (5). Bouanani J. et Ladraa S. (2020). Relance économique pendant l'état de crise sanitaire COVID 19 : Étude d'impact sur l'activité des entreprises industrielles au Maroc, *Revue Française d'Économie et de Gestion*. Vol 1, n°, 46 – 60
- (6). Bouhrara. A et Jamal. Y. (2023). Évaluation de l'impact socio-économique de la pandémie Covid-19 sur la croissance des PME des zones industrielles de la province Nouaceur. *Revue Française d'Économie et de Gestion*. Vol 4, n° 3, 238 - 254.
- (7). Boukaira , S. et Daamouch , M. 2021. COVID 19 : Étude d'impact sur l'activité des très petites entreprises Marocaines et plan de relance. *Revue Française d'Économie et de Gestion*. Vol 2, n° 3, 267-291.
- (8). Davidsson, P., et Gordon. S. R. (2016). Much Ado about Nothing? the Surprising Persistence of Nascent Entrepreneurs through Macroeconomic Crisis. *Entrepreneurship, Theory and Practice*. Vol 40, n° 4, 915–941.
- (9). Doern, R. (2016). Entrepreneurship and crisis management: The experiences of small businesses during the London 2011 riots. *International Small Business Journal*, Vol 34, n° 3, 276-302.

- (10). El Ouazzani, H. et Rouggani K. (2018). Le financement des petites et moyennes entreprises: cas du Maroc. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*. n°14, 9-13.
- (11). Grube, L. E., et Storr. V. H. (2018). Embedded Entrepreneurs and Post-Disaster Community Recovery. *Entrepreneurship and Regional Development*. Vol 30, n° 1, 7–8.
- (12). Habibi, Z. et Guati, R. (2021). Innovation et Performance des entreprises : enseignements issus de l'ère de la Covid-19. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Vol 2, n° 3, 221-235.
- (13). Haut-Commissariat au Plan (2019). Situation économique nationale en 2019.
- (14). Haut-Commissariat au Plan (2020). Impact Social et Économique de la crise du COVID-19.
- (15). HCP et la Banque Mondiale. (2021). Paysage de l'emploi au Maroc: recenser les obstacles à un marché du travail inclusif. https://www.hcp.ma/Paysage-de-l-emploi-au-Maroc-Recenser-les-obstacles-a-un-marche-du-travail-inclusif_a3043.html
- (16). Herbane, B. (2010). Small business research: Time for a crisis-based view. *International Small Business Journal*, Vol 28, n° 1, 43–64.
- (17). https://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_767858/lang--fr/index.htm
- (18). Kangodia, G. (2023). Répercussions de la pandémie de la COVID-19 sur l'activité des petites et moyennes entreprises de la ville de Mbuji-Mayi. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Vol 4, n°1, 61- 81.
- (19). Lambert A., Cayouette-Remblière, J., Elie G., Le Roux G., Catherine B., Violaine G., Laetitia L. (2020). Le travail et ses aménagements : ce que la pandémie de covid-19 a changé pour les Français. *Population et Sociétés*. Vol 7. n° 579. 1-4.
- (20). Le Calvez. F (2019). Les petites et moyennes entreprises et le développement économique. Le cas du Chili : perceptions et analyses. *Économies et finances*. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III.
- (21). Linneluecke. K. M (2017), "Community resilience to natural disasters: the role of disaster entrepreneurship, *Journal of Enterprising Communities. People and Places in the Global Economy*. Vol. 11. n°1. 166-185.
- (22). Michbal M. (2021) L'impact de la crise de covid-19 sur l'emploi : une analyse d'Ahmed Lahlimi. *Journal Média 24*. <https://medias24.com/2021/05/09/impact-de-la-crise-du-covid-sur-lemploi-lanalyse-dahmed-lahlimi/>
- (23). OIT et BAD. (2021). L'impact de la crise COVID-19 sur l'emploi et les TPME au Maroc. Rapport de l'organisation internationale et la banque africaine de développement.
- (24). Pearson, C. M., et Clair, J. A. (1998). Reframing crisis management. *Academy of Management Review*. Vol 23. n° 1. 59–76.
- (25). PHUNG, Tuan-Anh. (2009). Le Rationnement Du Crédit Des PME : Le Cas Du Vietnam. Université Montpellier I
- (26). Williams Trenton A., Daniel A. Gruber, Kathleen M. Sutcliffe, Dean A. Shepherd, et Eric YanfeiZ,(2017). Organizational response to adversity: Fusing crisis management and resilience research streams. *Academy of Management Annals*, Vol 11, n° 2. 733–769.
- (27). Yasser, H. et Abdelmadjid, B. (2021). Impact de la pandémie du covid-19 sur les PME enAlgérie. *Revue des sciences humaines*. Vol 8. n° 2. 1409-1421.